



RÉSEAU CLIMAT  
DÉVELOPPEMENT

# Restitution du jour 2 de l'atelier du RC&D

Atelier du Réseau Climat & Développement  
Conakry, du 17 au 21 Avril 2013

# Sommaire

- 1. Conclusions du groupe sur la planification**
- 2. Conclusions du groupe sur les ressources naturelles**
- 3. Conclusions du groupe de travail sur l'adaptation**
- 4. Conclusions du groupe de travail sur efficacité énergétique**



RÉSEAU CLIMAT  
DÉVELOPPEMENT

# 1. PLANIFICATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## CONSTATS

- Approche projets qui n'est pas cohérent pour lutter contre le changement climatique au niveau national et régionale (CEDEAO cadre politique sur le changement climatique basé sur les projets)
- Pas de lutte efficace contre le changement climatique sans planification
- Incohérences dans les politiques au niveau national qui freinent la planification et son efficacité
- Manque de données pour faciliter la planification
- Consensus sur la nécessité de planifier, mais comment le faire?

# Préalables pour une planification du CC

- Former les parties prenantes au CC
- Cartographier les acteurs, les vulnérabilités et besoins
- Adopter une approche participative qui implique tous les acteurs y compris les jeunes, les femmes, les collectivités locales et les ONG de terrain
- Faciliter accès à l'information et aux données

# Préalables pour une planification du CC

- S'assurer une coordination interministérielle et un travail intégré au niveau local et multisectoriel
- transférer les compétences et financements dans le cadre de la décentralisation
- S'assurer que les résolutions qui existent sont intégrées dans la stratégie nationale si elle mise en place
- créer des observatoires pour assurer le suivi et l'évaluation des actions, projets et politiques en matière de Climat

# Planification

Si le CC est pris en compte dans les décisions, il faut planifier pour avoir le financement des projets/politiques sont financés.

Niveau:

- ✓ se servir des PDL pour intégrer les CC en associant les services techniques et les comités nationaux sur le CC
- ✓ décentralisation effective et financements disponibles
- ✓ Mettre en place des comités consultatifs nationaux sur le CC même si ce la ne marche pas partout
- ✓ envisager la planification sous régionale/multi-pays pour éviter les politiques incohérentes

## Ne pas perdre de vue que:

- Créer trop de structures peut devenir une barrière plus qu'autre qu'une planification
- intérêts politiques qui prendront toujours le dessus sur les efforts tant que ce n'est pas une priorité nationale.
- Décentralisation pose problème dans de nombreux pays
- les plans locaux doivent être intégrés aux plans nationaux pour les financements climat internationaux . Développer des accès directs pour les plans locaux (Fonds d'adaptation)
- Il faut une continuité des acteurs/compétences techniques pour assurer la mise en œuvre
- La planification n'est efficace que quand elle est traduite dans les plans d'investissement et budgets annuels.



## Rôle des OSC

- faire comprendre aux populations le CC avant le travail de planification
- renforcer capacités des agents locaux et communautés
- coopérer avec les autorités locales pour faciliter la mise en œuvre, afin d'intégrer les vulnérabilités spécifiques : femmes, etc.
- participer/faire le suivi et évaluation de la mise en œuvre



RÉSEAU CLIMAT  
DÉVELOPPEMENT

## 2. Conclusions sur la préservation et gestion des ressources naturelles

# Constats

## **D'une part :**

- ✓ Existence de mesures et mécanismes de protection des ressources naturelles (politiques, stratégies, plan, etc.)
- ✓ Mais ces mesures ne sont toujours pas adaptées et ne prennent toujours pas en compte les préoccupations des populations, encore moins la contrainte climatique et énergétique

## **D'autre part :**

- ✓ Existence de bonnes pratiques
- ✓ Mais ces pratiques existent sous forme de projets isolés, qui s'arrêtent le plus souvent à la phase pilote, alors qu'on pourrait dupliquer

# Quelles conditions réunir pour leur efficacité ?

- ✓ Définition des textes réglementaires (cadre institutionnel) et de la gouvernance (implication de l'Etat de sa durabilité institutionnelle)
- ✓ Une démarche participative et effective pour faciliter l'appropriation (implication des communautés de base)
- ✓ Bonne connaissance de la ressource (évaluer la potentialité, inventorier la ressource, connaître les différents services écosystémiques)
- ✓ Faire une étude diagnostique (évaluation des besoins des communautés et valorisation de leur savoir-faire)
- ✓ Définir et mettre en œuvre une stratégie d'IEC (les bonnes pratiques bousculent les habitudes)

# Limites de ces bonnes pratiques ?

- ✓ Coût de mise en œuvre élevé pour les communautés à la base
- ✓ Difficultés dans la dissémination (la bonne pratique ne constitue pas une priorité pour les Etats et surtout de ses partenaires financiers qui finalement orientent les actions pour répondre à leur besoin)
- ✓ Faiblesse dans la capitalisation et la dissémination des bonnes pratiques

## Quel rôle pour les ONG dans leur mise en place et leur efficacité ?

- ✓ Le renforcement de capacité des communautés (accompagnement des communautés à la base)
- ✓ Suivi et l'évaluation de la bonne pratique, et capitalisation (plaidoyer et lobbying pour une dissémination des bonnes pratiques et l'atteinte des objectifs du développement durable)
- ✓ Rôle d'observateur indépendant (veille et alerte) tout en étant dans le processus

# Quels impacts sur les populations, et surtout les plus vulnérables ?

- ✓ Action qui rend durable les moyens d'existence des communautés (conditions de vie)
- ✓ Diversification des moyens d'existences (sources de revenu)
- ✓ Conservation et gestion durables des ressources et de l'environnement
- ✓ Développement local (absence d'exode)
- ✓ Améliorer l'atmosphère de confiance entre les OSC, l'Etat et les populations

# Quelles sauvegardes pour passer de la pratique à la bonne pratique?

- ✓ Durabilité de l'action
- ✓ Démocratie,
- ✓ Passer une pratique à une politique (bonne pratique)





RÉSEAU CLIMAT  
DÉVELOPPEMENT

## 3. Conclusions du groupe Adaptation

# L'adaptation est-elle une priorité pour les gouvernements africains?

- Même si historiquement les pays africains ne sont pas responsable des CC, Les données scientifiques montrent que si rien ne fait , pour stabiliser les GES à un niveau d'augmentation inférieure à 1,5 °c , l'adaptation sera impossible en Afrique d'ici quelques années;
- Face à leur faible capacité à faire face aux CC les gouvernements africains ont fait de l'adaptation une priorité.
- Ils ont tous élaborés leurs PANA avec leur secteurs prioritaires. seulement ces documents tardent à être mis en œuvre.

## Quelle place pour l'adaptation pour dans les ODD?

- L'adaptation est un élément essentiel dans l'atteinte des ODD car sans une bonne adaptation , on ne peut pas atteindre les ODD;
- La démarche doit s'inscrire dans une vision participative et à long terme

## Faut-il planifier l'adaptation au niveau national ou privilégier une approche locale

- Il faut agir sur les deux niveaux
- Partir du niveau local pour arriver au niveau national( court et long terme) et sous - régional même régional avec une démarche participative

# Comment financer l'adaptation: faut il des \$\$ dédiés ou réorienter les ff du dvpt?

- Les gouvernements africains doivent orienter une partie du budget national à l'adaptation
- Les gouvernements doivent soutenir la mise en place des mécanismes innovants de financement pour le climat en général et l'adaptation en particulier
- Travailler de concert avec les société civile
- Un fonds pour l'adaptation( les pays développés doivent payer leur tort )
- Un fonds pour le développement
- Amener les pays développés à respecter leur engagement par rapport au fonds vert
- Explorer si le financement de l'adaptation par le secteur privé est bénéfique pour les communautés?

## Quel rôle pour les ONG dans leur mise en place ?

- Rôle de veille, bonne gestion des fonds
- Recherche, plaidoyer,
- Renforcement des capacités des communautés



RÉSEAU CLIMAT  
DÉVELOPPEMENT

## 4. Conclusions du groupe de travail sur énergies renouvelables et efficacité énergétique

Bonnes Pratiques	Echelle politique	Replicabilité/ échelle	Promotions / cibles	Rôle des ONG
Hydropower Interconexion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etats Afrique de l'Est (Ouganda)</li> <li>- Nig-Benin-Ghana -Togo</li> <li>- Sng- Mali-Maur (Guinée, Gambie)</li> </ul>	Oui / national / inter-Etat / regional	Org ss régionales / UA	Plaidoyer influencer / exploitation pot hydro (INGA)
Politique de Rachat de l'électricité (FIT)	National (East Af pays / Nigeria)	Oui	Gouv / secteur Privé	Plaidoyer influencer / exploitation EnR
Geothermie	National (Kenya)	Depend potentiel pays	Pays	Plaidoyer influencer / exploitation EnR
LBC	National	Oui	Pop / gouv	Plaidoyer / Sensibilisation
PV : <ul style="list-style-type: none"><li>- Detaxation</li><li>- subvention</li></ul>	Nation / regional	Oui	Gouv / pop	Plaidoyer / Suivi / vérification / meca de financement d'accès
Eclairage public PV	Local / national	Oui	Décideurs locaux	Sensibilisation
Biogaz	National / regional	Oui	Gouv / pop	Sensibilisation / accès crédit /
FA, Fours améliorés	Local, national, regional	Oui	PME, Pop	Plaidoyer / Sensibilisation / éducation changmt compartment / formation